

Journal des guerres de l' Otan

N° 84 du 10.03.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Annie : Il faut se méfier d'un consensus suspect et bien lire les textes de pétition.

Diana Johnstone : La Lybie : Est-ce qu'on nous refait le coup du Kosovo ?

Et pendant ce temps en Afghanistan, l'Otan massacre discrètement.

Fidel Fidel : Le pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'appête à commettre contre le peuple libyen.

1 Guerres de l'Otan

2 Politique

OTAN retire toi de Libye.

Tiré à part :

Annie : Il faut se méfier d'un consensus suspect et bien lire les textes de pétition.

Chers camarades,

L'appel auquel Carole fait référence (http://www.avaaz.org/fr/libya_stop_the_crackdown_fr) ne nous enjoint pas seulement de soutenir le peuple libyen contre la répression : il ouvre sur la légitimation d'une *intervention étrangère* en Libye. Il convient de savoir où nous allons dans ce soutien du combat des Libyens contre le régime de Kadhafi. S'agit-il de soutenir un peuple contre un régime dont les profiteurs se sont approprié l'essentiel du produit national ? On pourra d'ailleurs observer que l'importance du prélèvement s'est nettement accrue depuis que le régime libyen a donné aux impérialismes « occidentaux » des gages qui ont amené ceux-ci à décréter Kadhafi, jusqu'alors voué aux gémonies, « respectable ». S'agit-il seulement de soutenir le peuple libyen contre ces profiteurs qui pratiquent aujourd'hui la répression - répression sur laquelle nous sommes d'ailleurs très diversement informés : « la chaîne de télévision Al Jazeera a fait état du bombardement par l'armée des populations de Tripoli et Bengazi (d'où sont partis les troubles le 15 février), alors que le gouvernement a évoqué le bombardement de *dépôts d'armes* » (*Atlas alternatif*, 22 février 2011). Sommes-nous absolument sûrs que c'est Tripoli qui ment, comme on nous l'a certifié pour Milosevic, Saddam Hussein *et alii* ? S'agit-il, au motif que les Etats-Unis, l'Union européenne et l'OTAN ont déclaré la croisade contre le régime libyen, de couvrir une intervention *militaire* ayant toutes les caractéristiques de la politique de la canonnrière qui a été appliquée -- sous divers prétextes, tous couverts du manteau de la défense de la

démocratie contre les rouges, les terroristes, les islamistes, etc. -- aux Balkans, à l'Irak, à l'Afghanistan, etc. Si je ne me trompe, l'OTAN n'a pas prôné d'intervention en Tunisie et en Egypte, dont les impérialismes étrangers contrôlent encore les gouvernements en place, mais il s'agit fébrilement contre la Libye.

On nous a honteusement dupés sur toutes les circonstances de lancement des croisades contre les Serbes, contre Saddam Hussein, contre les islamistes d'Al Qaïda (groupement dont tel ancien responsable des Renseignements généraux, comme nombre de personnalités étrangères, dément jusqu'à l'existence) ? Je rappelle à tous les camarades sous quels divers nobles prétextes s'est mise en place l'intervention militaire contre la Yougoslavie (pas contre les Serbes seuls, malgré les apparences, contre l'existence de la Yougoslavie, seule digue qui résistait encore, dans cette zone, aux impérialismes américain et allemand rivaux), contre l'Irak, contre l'Afghanistan, et le bilan qu'on peut en dresser après près de vingt ans de nouvelles guerres coloniales et de démembrements territoriaux.

La défense des populations victimes de répression s'impose aux syndicats et à tout mouvement démocratique. Mais assurément pas le soutien à l'application, par les impérialismes « occidentaux » de « la technique d'une guerre civile extérieure » -- expression utilisée par un homme politique français à l'époque où les impérialismes italien et allemand appliquaient ladite formule à l'Espagne républicaine, depuis juillet 1936, avec le soutien passif et actif des impérialismes, tous réunis, des démocraties.

Le Snésup n'est pas l'organe de BHL ni des va-t-en-guerre, il ne saurait se transformer en instrument du « devoir d'ingérence » -- nouveau synonyme du colonialisme pur et dur -- prescrit par un récent ministre des Affaires étrangères. Il ne saurait prendre la responsabilité du soutien à une nouvelle guerre pour le contrôle américain ou « occidental » du pétrole, comme la chose a été faite contre l'Irak, désormais revenu à l'âge de pierre. Il faut se méfier d'un consensus suspect et bien lire les textes de pétition.

Amitiés,
Annie

Diana Johnstone : La Libye : Est-ce qu'on nous refait le coup du Kosovo ?

Moins de 12 ans après que l'OTAN ait mis la Yougoslavie en pièce sous les bombes, et détaché la province du Kosovo de la Serbie, il y a des signes que l'alliance militaire se prépare pour une autre petite «guerre humanitaire» victorieuse, cette fois contre la Libye. Les différences sont, bien entendu, énormes. Mais penchons-nous sur quelques-unes des similitudes troublantes.

Un chef de file diabolisé.

En tant que "*nouvel Hitler*", l'homme que vous adorez détester et avez besoin de détruire, Slobodan Milosevic était en 1999 un néophyte par rapport à Mouammar Kadhafi aujourd'hui. Les médias avaient eu moins d'une décennie pour transformer Milosevic en un monstre, alors qu'avec Kadhafi, ils ont disposé de plusieurs décennies. Et Kadhafi est plus exotique, parle moins l'anglais et se présente devant le public dans des tenues qui pourraient avoir été créées par John Galliano (un autre monstre récemment démasqué). Cet aspect exotique suscite les moqueries et mépris ancestraux envers les cultures inférieures avec lesquels l'Occident a gagné sa place victorieuse, avec lesquels l'Afrique a été colonisée, et avec lesquels le Palais d'Eté de Beijing a été ravagé par les soldats occidentaux se battant pour rendre le monde sûr pour la dépendance à l'opium.

Le chœur des « nous devons faire quelque chose »

Comme avec le Kosovo, la crise en Libye est perçue par les faucons comme une opportunité pour affirmer la puissance. L'inénarrable John Yoo, le conseiller juridique qui a coaché l'administration Bush II dans les avantages de la torture des prisonniers, a utilisé le Wall Street Journal pour conseiller à l'administration Obama d'ignorer la Charte des Nations Unies et de sauter dans la mêlée libyenne. «*En mettant de côté les règles archaïques de l'ONU, les États-Unis peuvent sauver des vies, améliorer le bien-être global, et, en même temps, servir ses propres intérêts nationaux*» a proclamé J.Yoo. Et un autre théoricien de l'impérialisme humanitaire, Geoffrey Robertson, a déclaré à The Independent que, malgré les apparences, violer le droit international est légal.

Le spectre des « crimes contre l'humanité » et du « génocide » est évoqué pour justifier la guerre.

Comme avec le Kosovo, un conflit interne entre un gouvernement et des rebelles armés est présenté comme une «crise humanitaire» dans lequel un seul côté, le gouvernement, est supposé être «criminel». Cette criminalisation a priori est exprimée en faisant appel à un organe judiciaire international pour examiner les crimes qui sont supposés avoir été commis, ou être sur le point d'être commis. Dans son éditorial, Geoffrey Robertson rend clair comme du cristal la manière dont la Cour pénale internationale est utilisée pour préparer le terrain à une intervention militaire éventuelle. La CPI peut être utilisé par l'Occident pour contourner le risque d'un veto du Conseil de sécurité à une action militaire, explique-t'il :

"Dans le cas de la Libye, le Conseil a au moins à un important précédent en endossant à l'unanimité une référence à la Cour pénale internationale. [...] Alors, qu'advient-il si les inculpés lybiens non-arrêtés aggravent leurs crimes - par exemple en pendant ou en fusillant de sang-froid leurs adversaires, des témoins potentiels, des civils, des journalistes ou des prisonniers de guerre ? [Notons que jusqu'à présent il n'y a pas d'"inculpés", et aucune preuve des "crimes" que ces inculpés pourraient "aggraver" de diverses façons imaginaires. Mais Robertson est désireux de trouver un moyen pour l'OTAN de "relever le gant", si le Conseil de sécurité décide de ne rien faire.]

"Les imperfections du Conseil de sécurité exigent la reconnaissance d'un droit limité, sans son mandat, pour une alliance comme l'OTAN d'utiliser la force pour empêcher la perpétration de crimes contre l'humanité. Ce droit se pose une fois que le Conseil a identifié une situation comme une menace à la paix mondiale (et c'est ainsi qu'il a identifié la Libye, en la déférant, à l'unanimité, au procureur de la CPI). "

Donc déférer un pays au procureur de la CPI peut être un prétexte pour mener une guerre contre ce pays! Soit dit en passant, la compétence de la CPI est censée s'appliquer aux Etats qui ont ratifié le traité l'instituant, ce qui, si je ne m'abuse, n'est pas le cas de la Libye - ni des États-Unis. Une grande différence, cependant, c'est que les États-Unis a été en mesure de convaincre, d'intimider ou de corrompre de nombreux Etats signataires afin qu'ils acceptent des accords selon lesquels jamais, en aucune circonstance, ils n'envoyeront aucun contrevenant américain à la CPI. C'est un privilège refusé à Kadhafi.

Robertson, membre du conseil de justice des Nations Unies, conclut que: *«Le devoir d'arrêter un massacre d'innocents, comme étant le mieux que nous pouvons faire s'ils implorent notre aide, a "cristallisé" le fait que faire usage de la force par l'OTAN est non seulement "légitime", mais "légal". »*

L'idiotie de gauche. [Leftist idiocy.]

Il ya douze ans, la plus grande partie de la gauche européenne a soutenu "la guerre du Kosovo" qui a mis l'OTAN sur le chemin sans fin qu'elle poursuit aujourd'hui en Afghanistan. N'ayant rien appris, beaucoup semblent prêts à une répétition. Une coalition de partis qui se fait appeler *la Gauche Européenne* a publié une déclaration *«condamnant fermement la répression perpétrée par le régime criminel du colonel Kadhafi»* et exhortant l'Union européenne à *« condamner l'usage de la force et à agir rapidement pour protéger les personnes qui manifestent pacifiquement et luttent pour leur liberté »*. Dans la mesure où l'opposition à Kadhafi n'est pas exactement en train de *« manifester pacifiquement »*, mais a en partie pris les armes, cela revient à condamner l'usage de la force par certains et pas par d'autres - mais il est peu probable que les politiciens qui ont rédigé cette déclaration réalisent même ce qu'ils disent.

La vision bornée de la gauche est illustrée par la déclaration d'un document trotskyste selon laquelle: *«De tous les crimes de Kadhafi, celui qui est sans doute la plus grave et le moins connu est sa complicité avec la politique migratoire de l'UE ...»* Pour l'extrême gauche, le plus grand péché de Kadhafi est de coopérer avec l'Occident, de même que l'Occident doit être condamné pour avoir coopéré avec Kadhafi. [*This is a left that ends up, out of sheer confusion, as cheerleader for war. : traduction incertaine : C'est une gauche qui se termine, de la confusion totale, comme une pom-pom girl pour la guerre. J'i envisageais le sens possible suivant, "C'est une gauche qui complète utilement le cortège pour la guerre" - note du traducteur improvisé]*

Les réfugiés.

La masse des réfugiés fuyant le Kosovo alors que l'OTAN commençait sa campagne de bombardement a été utilisée pour justifier ces bombardements, sans enquête indépendante sur les diverses causes de cet exode temporaire - une cause principale étant probablement les bombardements mêmes. Aujourd'hui, à la manière dont les médias rapportent sur le grand nombre de réfugiés qui quittent la Libye depuis que les troubles ont commencé, le public pourrait avoir l'impression qu'ils fuient la persécution faite par Kadhafi. Comme c'est souvent le cas, les médias se concentrent sur l'image superficielle sans rechercher des explications. Un peu de réflexion peut combler le déficit d'information. Il est très peu probable que Kadhafi chasse les travailleurs étrangers que son gouvernement a amené en Libye pour réaliser des projets d'infrastructure importants. Au contraire, il est assez clair que certains des rebelles «*démocratiques*» ont attaqué les travailleurs étrangers par pure xénophobie. L'ouverture de Kadhafi aux Africains Noirs en particulier, a contrarié un certain nombre d'Arabes. Mais il ne faut pas dire trop à ce sujet, puisqu'ils sont maintenant nos "Bons". C'est un peu la façon dont les attaques albanaises contre les Roms au Kosovo ont été négligées ou excusées par les occupants de l'OTAN au motif que «*les Roms avaient collaboré avec les Serbes*».

Oussama ben Laden.

Une autre ressemblance entre l'ex-Yougoslavie et la Libye, c'est que les États-Unis (et ses alliés de l'OTAN) se retrouvent une fois de plus du même côté que leur vieil ami du temps des moudjahidin afghans, Oussama ben Laden. Oussama ben Laden a été un allié discret du parti islamiste d'Alija Izetbegovic au cours de la guerre civile en Bosnie, un fait qui a été soigneusement négligé par les puissances de l'OTAN. Bien entendu, les médias occidentaux ont largement rejeté l'affirmation actuelle de Kadhafi selon laquelle il se bat contre Ben Laden comme les divagations d'un fou. Cependant, le combat entre Kadhafi et Ben Laden est très réel et antérieur au 11 Septembre 2001, les attentats contre les Twin Towers et le Pentagone. En effet, Kadhafi a été le premier à essayer d'alerter Interpol sur Ben Laden, mais n'a obtenu aucune coopération de la part des États-Unis. En Novembre 2007, l'AFP a rapporté que les dirigeants du "*Groupe islamique combattant*" en Libye avaient annoncé qu'ils se joignaient à Al-Qaïda. Comme les moudjahidin qui ont combattu en Bosnie, le groupe islamiste libyen a été créé en 1995 par des vétérans de la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan dans les années 1980, lutte parrainée par les USA. Leur objectif déclaré était de renverser Kadhafi en vue d'établir un état islamiste radical. La base de l'Islam radical a toujours été la partie orientale de la Libye où la révolte en cours a éclaté. Puisque cette révolte ne ressemble en rien aux manifestations de masse pacifiques qui ont renversé les dictateurs en Tunisie et en Egypte, mais a visiblement une composante de militants armés, on peut raisonnablement supposer que les islamistes prennent part à la rébellion.

Le refus de négociations.

En 1999, les États-Unis étaient désireux d'utiliser la crise du Kosovo pour donner au nouveau rôle «hors zone» de l'OTAN son baptême du feu. La mascarade des pourparlers de paix à Rambouillet a été sabordée par Secrétaire d'Etat étatsunienne Madeleine Albright, qui a mis à l'écart les dirigeants albanais du Kosovo plus modéré en faveur de Hashim Thaci, le jeune chef de l'"Armée de Libération du Kosovo", un réseau notoirement lié aux activités criminelles. Il y avait un peu de tout dans les rebelles albanais du Kosovo, mais comme cela arrive souvent, les États-Unis sont arrivés et en ont pris le pire.

En Libye, la situation pourrait être encore pire.

Mon impression, en partie en raison de la visite que j'ai faite à Tripoli il y a quatre ans, c'est que la rébellion actuelle est un ensemble beaucoup plus varié, avec de graves contradictions internes potentielles. Contrairement à l'Egypte, la Libye n'est pas un État fort peuplé, qui a des milliers d'années d'histoire, un fort sentiment d'identité nationale et une longue culture politique. Il y a un demi-siècle, c'était l'un des pays les plus pauvres de la planète, et il n'est pas encore complètement sorti de sa structure clanique. Kadhafi, à sa manière excentrique personnelle, a été un facteur de modernisation, utilisant les revenus du pétrole pour élever le niveau de vie à l'un des plus élevés sur le continent africain. L'opposition vient, paradoxalement, à la fois de réactionnaires islamistes traditionnels d'une part, qui le considèrent comme un hérétique pour ses opinions relativement progressistes, et d'autre part des bénéficiaires occidentalisés de la modernisation, qui sont gênés par l'image de Kadhafi et veulent encore plus de modernisation. Et il y a d'autres tensions qui peuvent conduire à la guerre civile et même à un éclatement du pays selon des critères géographiques.

Jusqu'à présent, les chiens de guerre sont en train de renifler ici et là pour avoir d'avantage d'effusions de sang qu'il n'y en a déjà. Les États-Unis ont mené l'escalade du conflit au Kosovo dans le but «*d'avoir à intervenir*», et c'est c'est ce qui risque de se passer actuellement avec la Libye, où est encore plus grande l'ignorance de l'Occident [*of what they would be doing : de ce qu'ils y produiront ?*]

La proposition de Chavez de médiation neutre pour éviter la catastrophe est la voie de la sagesse. Mais en Otanie, la notion même de résoudre les problèmes par la médiation pacifique plutôt que par la force, semble s'être évaporée.

Diana Johnstone

7 mars 2011

<http://www.counterpunch.org/johnstone03072011.html>

Et pendant ce temps en Afghanistan, l'Otan massacre discrètement.

L'Otan a tué 65 civils dans l'est afghan

Soixante-cinq civils, dont une quarantaine d'enfants, ont été tués par les forces de l'Otan à la mi-février dans la province de Kunar, dans l'est de l'Afghanistan, selon un nouveau bilan fourni dimanche par une mission d'enquête mandatée par le président Hamid Karzaï. Au total, 21 garçons, 19 filles, 10 femmes et 15 hommes adultes ont péri dans la série d'opérations menée par les forces de l'Otan dans la province de Kunar, estime la mission citée par un communiqué de la présidence afghane.

Karzaï a ordonné aux responsables gouvernementaux chargés de la sécurité d'évoquer ce problème avec les forces internationales, ajoutent ses services sans plus de détails. En réponse, le porte-parole de la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf), le lieutenant colonel John Dorrian, s'est dit "*profondément désolé*" pour "*les victimes civiles qui pourraient avoir résulté de cette opération*". Mais il a contesté le bilan de la mission d'enquête, affirmant que seuls cinq à sept civils pourraient avoir été blessés. Les enquêtes sur cette affaire se poursuivaient, a-t-il ajouté.

Jeudi, la commission d'enquête avait annoncé que 62 civils avaient été tués dans ces opérations menées dans le district de Ghaziabad. Le 20 février, le président Karzaï, disant se baser sur des informations des services de renseignements afghans (NDS), avait affirmé que l'Isaf avait tué "*environ 50 civils*" lors de plusieurs jours d'opérations dans la Kunar. La force internationale, composée d'environ 132.000 soldats aux deux tiers américains, est régulièrement accusée par les autorités locales de tuer des civils lors de ses opérations aériennes ou au sol contre les insurgés, ce qu'elle reconnaît parfois après enquête.

La mort de ces civils nourrit le ressentiment de la population à l'égard des forces étrangères, plus de neuf ans après leur arrivée dans le pays. Les civils sont les premières victimes du conflit afghan. Au moins 2.400 ont péri en 2010 selon l'ONG afghane ARM (Afghan Rights Monitor) et 3.200 ont été blessés

Fidel Fidel : Le pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'apprête à commettre contre le peuple libyen.

LE PLAN DE L'OTAN EST D'OCCUPER LA LIBYE

Réflexions du compañero Fidel

Le pétrole est devenu la principale richesse aux mains des grandes transnationales yankees ; cette source de richesse leur a permis de disposer d'un instrument qui a accru considérablement leur pouvoir politique dans le monde. Quand elles avaient décidé de liquider la Révolution cubaine qui venait de promulguer les premières lois justes et souveraines dans notre patrie, elles avaient recouru à une arme qu'elles jugeaient imparable : nous priver de pétrole.

C'est sur cette source d'énergie que s'est développée la civilisation actuelle. Sur notre continent, le Venezuela a été le pays qui l'a payé le plus cher dans la mesure où les USA s'étaient emparés des gisements énormes dont la Nature a doté ce pays frère.

À la fin de la dernière guerre mondiale, des quantités toujours plus élevées de pétrole ont été extraites des gisements d'Iran, ainsi que ceux d'Arabie saoudite, d'Iraq et des pays arabes situés autour qui en devinrent les principaux fournisseurs. La consommation mondiale n'a cessé de s'élever pour atteindre le chiffre fabuleux d'environ quatre-vingts millions de barils par jour, y compris ceux qui sont extraits des États-Unis, à quoi sont venus s'ajouter le gaz, l'énergie hydraulique et l'énergie nucléaire. Le charbon avait été jusqu'au début du XX^e siècle la source d'énergie fondamentale qui permit le développement industriel, avant la production de milliards de véhicule automobiles et de moteurs consommant le carburant liquide.

Le gaspillage du pétrole et du gaz est associé à l'une des plus grandes tragédies, absolument pas solutionnées, que souffre l'humanité : les changements climatiques.

Quand notre Révolution a vu le jour, l'Algérie, la Libye et l'Égypte n'étaient pas encore productrices de pétrole, et une bonne partie des grosses réserves de l'Arabie saoudite, de l'Iraq, de l'Iran et des Émirats arabes unis restaient encore à découvrir.

La Libye est devenue en décembre 1951 le premier pays africain à atteindre son indépendance après la Deuxième Guerre mondiale au cours de laquelle son territoire fut le théâtre de combats importants entre les troupes allemandes et celles du Royaume-Uni qui rendirent célèbres les généraux Erwin Rommel y Bernard L. Montgomery.

Le territoire de la Libye est désertique à 95 p. 100. La technologie a permis de découvrir d'importants gisements d'excellent pétrole léger – qui produisent aujourd'hui 1,8 million de barils par jour – et des gisements abondants de gaz naturel. Cette richesse a permis au pays d'avoir une espérance de vie de presque soixante-quinze ans et le revenu par habitant le plus élevé d'Afrique. Son rude désert est situé sur un énorme lac d'eau fossile, qui fait le triple de la surface de Cuba, ce qui lui a permis de construire un vaste réseau de conduits d'eau potable à travers tout le pays.

La Libye, qui comptait un million d'habitants à son indépendance, en a aujourd'hui un peu plus de six. La Révolution libyenne a eu lieu en septembre 1969. Son principal dirigeant était Mouammar Kadhafi, un militaire d'origine bédouine, qui s'inspira dès sa première jeunesse des idées du leader égyptien Gamal Abdel Nasser. Nombre de ses décisions furent sans doute associées aux changements qui se produisirent quand, tout comme en Égypte, une monarchie faible et corrompue y fut renversée.

Les habitants de ce pays ont des traditions guerrières millénaires. On dit que les anciens Libyens firent partie de l'armée d'Annibal quand celui-ci faillit liquider l'ancienne Rome en traversant les Alpes.

On peut d'accord ou non avec Mouammar Kadhafi. Le monde est actuellement bombardé de nouvelles de toutes sortes, surtout produites par les médias. Il faudra attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il a de vrai et de mensonges ou de semi-vérités dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique en Libye. Ce qui est absolument évident à mes yeux, c'est que l'administration étasunienne se fiche bien de la paix en Libye et qu'elle n'hésitera pas à donner l'ordre à l'OTAN d'envahir ce riche pays, peut-être même dans quelques heures ou quelques jours.

Ceux qui, motivés par de perfides desseins, ont inventé, hier dimanche 20 février dans l'après-midi, le mensonge selon lequel Mouammar Kadhafi se dirigeait au Venezuela, ont eu droit aujourd'hui à la digne réponse du ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolás Maduro, qui a affirmé « souhaiter que le peuple libyen trouve, dans l'exercice de sa souveraineté, un règlement pacifique à ses difficultés, de façon à préserver son intégrité et celle de sa nation, sans ingérence de l'impérialisme... »

Je n'imagine pas, quant à moi, que le dirigeant libyen puisse abandonner le pays et fuir les responsabilités qu'on lui impute, qu'elles soient fausses ou non en tout ou partie.

Toute personne honnête sera toujours opposée à n'importe quelle injustice commise contre n'importe quel peuple du monde. La pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'apprête à commettre contre le peuple libyen.

Pour les chefs de cette organisation belliciste, il y a urgence. Il faut le dénoncer !

Fidel Castro Ruz

Le 21 février 2011

1 Guerres de l'Otan

Au jour le jour

Libye : L'OTAN monte une opération de zone exclusion aérienne.

Le Conseil de sécurité a prononcé une série de sanctions financières contre la famille et les proches du Colonel Kadhafi vendredi. En réaction à la violente repression du régime contre les insurgés libyens, le Conseil de sécurité de l'ONU, à l'unanimité, a décidé de saisir la Cour pénale internationale. Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki Moon avait alors évoqué de possibles autres sanctions.

Lundi matin, le porte parole du ministère des affaires étrangères a confirmé que l'OTAN préparait une opération en Libye. Il s'agirait pour l'alliance atlantique de faire respecter dans le ciel libyen une zone d'exclusion aérienne. Le porte parole du Quai d'Orsay a précisé que « *Nous sommes en train de monter cette opération. Je serai en mesure de vous en donner le détail un peu plus tard* ».

L'OTAN prépare une intervention militaire en Libye

La Grande-Bretagne et ses alliés au sein de l'Organisation du traité de l'atlantique nord (OTAN) sont en train d'élaborer des plans d'envoyer des avions de chasse en Libye et d'armer les rebelles qui se révoltent contre le colonel Moammar Kadhafi, rapporte mardi le quotidien britannique The Times.

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a été le premier chef de gouvernement occidental à brandir la menace d'intervention militaire en Libye, quand il a annoncé lundi devant le parlement de Westminster avoir demandé à son ministre de la Défense et à l'Etat-major des forces armées britanniques d'élaborer des plans pour la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne en Libye en réponse à l'escalade de la violence dans ce pays.

Des avions de chasse occidentaux seront déployés pour empêcher Kadhafi de bombarder les manifestants, indique le Times.

Lors de son intervention devant le parlement de son pays, Cameron a insisté que le monde ne tolérera pas davantage d'escalade de la violence en Libye, où le peuple demande le départ de l'homme qui préside aux destinées de la Libye depuis 42 ans.

D'après le Times, l'intervention militaire de l'occident sera décisive. Des sources militaires, citées par le journal, ont indiqué que la Grande-Bretagne dispose d'un nombre d'avions Typhoon capables d'assurer la surveillance de la zone d'exclusion projetée.

Parmi les autres options évoquées par Cameron figure l'armement des groupes rebelles libyens, indique le Times, ajoutant que le chef du Downing Street est également prêt à envoyer, le cas échéant, des troupes terrestres en Libye. Des responsables de la primature britannique ont indiqué que cette dernière option ne bénéficie toujours pas de l'unanimité.

Par ailleurs, certains journaux comme le Daily Telegraph, ont rapporté que le colonel Kadhafi pourrait utiliser des armes chimiques contre la population en cas d'intervention étrangère.

1er Mars

<http://www.aufaitmaroc.com/monde/maghreb/2011/3/1/lotan-prepare-une-intervention-militaire-en-libye>

Maurizio Matteuzzi : L'OTAN « étudie » l'option militaire

Ballons d'essai ou bourrasques de guerre humanitaire ?

« Les attaques contre les civils sont un crime contre l'humanité »,

« Nous sommes prêts à intervenir mais seulement sur mandat de l'ONU »,

« Si Kadhafi et son régime continuent à attaquer systématiquement la population civile, nous ne pouvons pas imaginer que la communauté internationale et l'ONU restent des spectateurs ».

Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a lancé hier un avertissement très clair au Colonel libyen. Nous n'en sommes pas encore à la conférence de Rambouillet, février 1999, dont l'échec programmé amena l'intervention de l'OTAN contre la Serbie de Milosevic.

Ni à celle de Tony Blair aux Communes, septembre 2002, sur les armes de destruction de masse de Saddam, « prêtes à être utilisées en 45 minutes » ou au discours du secrétaire d'Etat Colin Powell au Conseil de sécurité, février 2003, dans lequel il brandissait une éprouvette pleine de poudre blanche (l'« anthrax » du raïs irakien), qui servirent à faire avaler à l'ONU la guerre contre l'Irak.

Mais l'évocation par Rasmussen d'une intervention humanitaire contre la Libye de Kadhafi est un signal, même si ce n'est plus maintenant Georges W. Bush qui est à la Maison Blanche mais un Barack Obama qui semble plus réticent à se jeter dans une nouvelle aventure dans la zone explosive (et pas seulement à cause du pétrole) de la Méditerranée, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, mais qui s'est immédiatement placé hier aux côtés de Rasmussen : attention Kadhafi, « l'OTAN étudie l'option militaire ».

Signal inquiétant parce que les expériences précédentes montrent que quand la grande machine de la « guerre humanitaire » se met en marche, il s'avère ensuite difficile si ce n'est impossible de l'arrêter. Pour ce qu'on peut voir et comprendre de la situation depuis Tripoli, le régime de Kadhafi est, du moins dans cette phase, très attentif à éviter des attaques « systématiques » contre les civils. Par exemple, la bataille acharnée pour le contrôle de Az Zaywah, ville qui est à une cinquantaine de Kms de la capitale - unique centre conquis par les insurgés à l'ouest de Tripoli - semblait se conclure dimanche par le retour aux mains des gouvernementaux avec un bilan probable, selon des témoins oculaires, de 13 insurgés et 4 gouvernementaux tués. Et l'offensive des forces kadhafistes sur Ras Lanouf, en Cyrénaïque, pour arrêter

l'avancée des insurgés de l'est vers la partie occidentale du pays, a continué hier avec un raid aérien qui aurait fait trois victimes.

Contrôler la véracité de ces nouvelles et de ces chiffres est pratiquement impossible parce que la guerre entre les deux Libye, en plus du terrain, se déroule aussi sur celui de la propagande. D'où viennent ces nouvelles -le plus souvent venues de l'extérieur- est une chose impossible à vérifier pour qui est ici, d'un côté ou de l'autre du front. Tout au plus peuvent-elles paraître vraisemblables et possibles ou improbables et sans fondements.

Entrent dans ce décompte deux voix qui ont circulé ici hier, diffusées par deux journaux arabes imprimés à Londres : celle de al-Sharq al-Awsat selon qui Kadhafi aurait proposé son exil au Conseil national de Bengazi en échange de l'impunité pour lui et sa famille (paroles apparemment sans fondements) ; et l'autre venant de Libya al-Youn d'après qui un cadavre décapité trouvé dans une ville de Cyrénaïque contrôlée par les insurgés serait celui de Abdullah al-Senoussi, le puissant chef des services de renseignements militaires de Kadhafi (improbable mais sait-on jamais).

Au-delà de la guerre sur le terrain et de celle psychologique avec leurs côtés obscurs, certains éléments sont clairs et avancent sur deux voies. La première est l'offensive militaire des forces kadhafistes, qui ne semble cependant pas être une offensive à outrance mais plutôt destinée à faire pression sur les insurgés en évitant des attaques indiscriminées qui pourraient faire précipiter la situation internationale et saboter la deuxième voie sur laquelle semble avancer Kadhafi : la voie diplomatique. Hier le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a nommé comme envoyé spécial en Libye l'ex-ministre des affaires étrangères jordanien Kadhafi Al-Khatib ; et est arrivée ici à Tripoli la première mission Ue, conduite par l'italien Agostino Miozzo : officiellement pour vérifier la situation des citoyens de l'Union mais peut-être aussi pour observer un peu ce qui se passe et donner quelques signaux. La semaine prochaine on attend une délégation des pays de l'Alba, le groupe de pays initié par Chavez, pour voir si la proposition du président vénézuélien de former une commission internationale (peut-être conduite par l'ex-président Lula da Silva) a quelque chance ou si c'est pur velléitarisme.

Kadhafi qui s'est beaucoup plaint jusqu'ici d'avoir été condamné par l'opinion publique internationale et puni avec les sanctions du Conseil de sécurité de l'Onu sur la seule base de « *rappports des media* », devrait être satisfait d'accueillir ces visiteurs. Le ministre des affaires étrangères libyen Moussa Kusa a immédiatement donné son accord pour l'arrivée prochaine d'une équipe des Nations Unies qui devra vérifier la véracité des accusations et des horreurs dénoncées. Enfin.

Edition de mardi 8 mars 2011 de *il manifesto*

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/08-Marzo-2011/art37.php3>

"Claudine Pôlet : "L'ingérence militaire otanienne commence..."

Extrait de METRO, 9 mars 2011 : **L'OTAN SURVEILLERA LE CIEL LIBYEN 24H. SUR 24-**

"L'Otan a décidé lundi d'accroître très rapidement, dans les prochaines heures ou jours, la surveillance de l'espace aérien libyen

avec des avions radar AWACS, de façon à la rendre permanente", a indiqué hier une porte-parole de l'Alliance Atlantique.

Le Conseil de l'Atlantique Nord (les ambassadeurs des 28 pays membres) a pris cette décision lundi après-midi, afin d'avoir "une meilleure image de ce qui se passe en Libye", alors que les ministres de la Défense de l'Otan se réunissent demain et vendredi à Bruxelles.

Le Conseil a donné pour instruction au SACEUR, l'amiral américain James Stavridis, d'augmenter le degré de surveillance de la région, le faisant passer de 10 à 24 heures par jour" a précisé la porte-parole adjointe de l'Otan, Carmen Romero, confirmant des propos tenus par l'ambassadeur américain auprès de l'Otan, Ivo Daalder.

Il s'agit de la seule décision prise lundi par le Conseil concernant la Libye, a assuré Mme Romero.

M. Daalder a ajouté qu'il avait formulé lundi, au nom des Etats-Unis, plusieurs propositions sur ce que l'Alliance pourrait faire dans le cadre de la crise libyenne, notamment

pour coordonner les opérations de secours humanitaire avec les moyens navals et aériens dont dispose l'Otan dans la région.

L'ambassadeur a aussi évoqué l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye pour empêcher les bombardements contre les insurgés...."

Lundi soir, les pays du Conseil de coopération du Golfe (Emirats, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, sultanat d'Oman et Bahrein) s'étaient déclarés favorables à une "no fly zone",

"pour protéger les civils".

La France et la Grande Bretagne travaillent sur un projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU imposant une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, qu'ils veulent présenter dès cette semaine.

Son adoption semble cependant délicate en raison de la réticence de la Chine, et surtout de la Russie, selon des diplomates.

METRO, 9 mars 2011

2 Politique

Les parties prenantes

a) L'Otan

Fogh Rasmussen

Libye: Rasmussen voudrait profiter de la situation

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, voudrait profiter de la situation en Libye pour étendre la zone de responsabilité otanienne au-delà du territoire européen, a déclaré vendredi à RIA Novosti Dmitri Rogozine, délégué permanent russe auprès de l'Alliance.

En visite à Budapest pour assister à une réunion des ministres de la Défense des 27 pays membres de l'UE, le secrétaire général de l'Alliance a convoqué d'urgence à Bruxelles une réunion des ambassadeurs des pays membres de l'Otan pour discuter de la situation en Libye.

"Le fait même de convoquer une telle réunion du Conseil de l'Otan témoigne du désir du secrétaire général d'élargir la zone géographique de responsabilité de l'Organisation au-delà des pays européens", a indiqué le diplomate.

Jusqu'à présent, la Libye n'était pas un partenaire de l'Alliance et "intéressait peu de personnes au sein de l'Etat-major de l'Otan", a poursuivi l'intéressé. "Néanmoins, les événements récents donnent un prétexte à l'Otan pour essayer de s'implanter dans cette région, sous couvert de vouloir pacifier la situation en Afrique du Nord", a affirmé le représentant permanent.

Interrogé sur une éventuelle convocation du Conseil Russie-Otan consacré à la situation en Libye, M.Rogozine a donné une réponse négative.

"Ce genre de réunion dans le cadre du Conseil Russie-Otan est impossible pour la simple raison que l'Alliance entreprend une démarche assez expérimentale en mettant l'Afrique du Nord sous son égide, ce qui est susceptible de provoquer des mécontentements au sein même de l'Alliance. Il ne s'agit donc pas non plus d'impliquer la Russie", a conclu M.Rogozine.

25/02/2011

RIA Novosti

Dans les coulisses

La réunion ministérielle de l'OTAN sur la Libye

Les ministres de la défense de l'OTAN se réuniront, prochainement, pour discuter de la Libye et des perspectives, à longue portée, dans cette région. C'est ce qu'a annoncé le Secrétaire général de l'instance, Anders Fogh Rasmussen, lors d'une conférence de presse, au siège de l'Alliance. Les 10 et 11 mars, les ministres se réuniront, pour décider du rôle d'assistance de l'OTAN, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Olivier MONTULET

Mardi, 08 Mars 2011

2 Politique

Les parties prenantes

b) Les USA

Dans les coulisses

Washington évoque les options militaires avec leurs partenaires de l'Otan.

Les Etats-Unis discutent avec leurs partenaires de l'Otan différentes options militaires afin de parvenir à un règlement en Libye, a déclaré aux journalistes la représentante des Etats-Unis auprès de l'Onu, Susan Rice.

"Nous discutons avec nos alliés de toutes les variantes et scénarios du développement des événements", a annoncé Mme Rice au terme d'une rencontre du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon avec le président américain Barack Obama.

"Les Etats-Unis essaient de nouer des contacts avec l'opposition libyenne, mais pour le moment cette dernière est désorganisée... jusqu'à ce qu'elle se soit unie, il est prématuré d'évoquer une aide militaire", a souligné la diplomate.

Lundi, le Pentagone a annoncé l'envoi des porte-avions près de la Libye. Notamment, le porte-avions Enterprise engagé dans la lutte contre la piraterie au large de la Somalie, a mis le cap sur le canal de Suez à destination de la Libye. Le Pentagone envisage également de déployer un bataillon d'infanterie de marine supplémentaire à bord du porte-hélicoptères Kearsarge.

Sur le terrain

Hilary Clinton confirme le déploiement du bouclier antimissile en Pologne

La secrétaire d'Etat américaine Hilary Clinton a confirmé que les Etats-Unis envisageaient de déployer en Pologne des éléments de leur système de défense antimissile et une unité des Forces aériennes.

"Comme l'ont déjà annoncé les présidents polonais et américain en décembre, nous envisageons de déployer une unité des Forces aériennes sur une base permanente en Pologne, de construire des éléments du système de défense antimissile et de développer un plan de protection militaire de la Pologne", a indiqué la chef de la diplomatie américaine lors d'une rencontre avec son homologue polonais, Radoslaw Sikorski.

Prétextant une menace balistique iranienne et nord-coréenne, l'administration républicaine Bush projetait de déployer des missiles intercepteurs en Pologne et un radar en République tchèque. Moscou y voyait une menace directe pour son potentiel stratégique. Le président Barack Obama a décidé de reporter la mise en œuvre de ces projets, sans les abandonner définitivement.

La Roumanie et la Bulgarie ont annoncé en février dernier qu'elles négociaient avec les Etats-Unis un éventuel déploiement sur leur territoire d'éléments du bouclier antimissile américain.

RIA Novosti,
3.03.2011

2 Les parties prenantes

c) L'Otan dans le monde

France

C'est bien l'Otan qui est à la manœuvre

Dans une interview à France 24, ce 6 mars 2011, le ministre français Alain Juppé précise ce qu'il entendait par une "non intervention militaire en Libye". Il rejette l'idée d'une intervention terrestre avec débarquement de troupes Otan sur la côte libyenne. (Vu les expériences d'Irak et d'Afghanistan, le gouvernement français n'est pas rassuré...). Mais il affirme aussi que l'Otan étudie la mise en oeuvre d'une zone d'interdiction de vol dans le ciel libyen, ajoutant que la France y collabore.

C'est bien l'Otan qui est à la manœuvre, et agit en fonction des objectifs fixés au dernier Sommet de Lisbonne.

Des opérations militaires de ce type sont étudiées très attentivement et discrètement, comme on peut s'en rendre compte dans le communiqué ci-dessus. Un des partenariats de l'Otan - Le Dialogue de la Méditerranée- est chargé notamment d'assurer "la protection du secteur énergétique". Rien à voir avec la défense de la démocratie et le soutien à une "révolution contre Khadafi".

Beaucoup à voir avec la main mise sur les ressources pétrolières de la Libye.

CP

26 janv. 2011 – 27 janv. 2011

Fillon : Interdire le survol nécessite d'étudier une implication de l'Otan.

Le Premier ministre François Fillon a indiqué lundi qu'interdire le survol de la Libye pour empêcher des massacres impliquait de "réfléchir" à une "implication de l'Otan", et estimé qu'il fallait étudier "toutes les solutions" pour inciter Mouammar Kadhafi à quitter le pouvoir.

"Nous étudions toutes les solutions pour faire en sorte que le colonel Kadhafi comprenne qu'il doit s'en aller. (...) Je sais qu'on évoque des solutions militaires, ces solutions font l'objet d'évaluation de la part du gouvernement français", a affirmé M. Fillon sur RTL.

"J'ai entendu plusieurs observateurs expliquer qu'il fallait par exemple interdire le survol du territoire libyen. C'est une option qui est étudiée", a-t-il poursuivi.

Mais, selon le chef du gouvernement français, une telle décision *"ne peut être prise que sur la base d'une décision du conseil de sécurité des Nations unies (...) et ne peut l'être que dans le cadre d'une opération conjointe avec des grands pays"*.

"Personne aujourd'hui en Europe n'a les moyens tout seul de réaliser cette opération. Il faudrait donc impliquer l'Otan et je pense là qu'il y a une réflexion à avoir", a avancé le Premier ministre.

"Est-ce que l'Otan doit être impliquée dans une guerre civile au sud de la Méditerranée? C'est une question qui pour le moins mérite d'être réfléchie avant d'être lancée", a-t-il souligné.

Selon le New York Times, les Etats-Unis et ses alliés européens envisagent d'interdire tout survol de la Libye pour empêcher le massacre de civils par l'aviation libyenne fidèle au dictateur Mouammar Kadhafi.

D'après le quotidien, citant un haut responsable de l'administration américaine ayant requis l'anonymat, aucune décision n'a encore été prise.

28 février

AFP,

Fillon: Deux avions français en mission humanitaire...

F.Fillon a annoncé lundi matin le lancement d'une opération humanitaire française en Libye. Deux avions ravitailleront les opposants au colonel Kadhafi à Benghazi.

La France ne se contente plus d'appeler au départ de Kadhafi. Son soutien au nouveau « *gouvernement provisoire* » de l'insurrection instauré dimanche est désormais acté, avec la décision annoncée lundi par François Fillon d'envoyer deux avions militaires français à Benghazi. La deuxième ville de Libye et foyer originel de la contestation démarrée le 15 février est depuis plusieurs jours maintenant aux mains des opposants au « Frère guide ».

Après les polémiques visant Michel-Alliot Marie, la diplomatie française est décidée à sortir de la zone de turbulences. Les jets privés sont priés de dégager le tarmac pour laisser la place aux appareils de l'armée de l'air. À bord de ces avions prêts à décoller « dans quelques heures » : du matériel médical, des médicaments et du personnel humanitaire. « *Ce sera le début d'une opération massive de soutien humanitaire aux populations des territoires libérés* », a expliqué le chef du gouvernement sur RTL.

Désormais, la France est en première ligne, à entendre le chef du gouvernement. « *C'est nous qui avons demandé que le conseil européen adopte une position commune face à ce sujet. C'est nous qui avons été à l'origine avec la Grande-Bretagne de la résolution des Nations unies qui a été votée pendant le week-end* », a-t-il souligné.

Toutes les options envisagées

Par ailleurs, les solutions militaires font également, « *l'objet d'évaluations de la part du gouvernement français* ». Une des options consisterait à interdire le survol du territoire libyen afin d'empêcher l'aviation fidèle à Kadhafi de bombarder les insurgés. Une décision qui ne pourrait être envisagée que « *sur la base d'une décision du conseil de sécurité, loin d'être acquise aujourd'hui* », et impliquant les pays de l'OTAN. « *Est-ce que l'OTAN doit être impliqué dans une guerre civile au sud de la Méditerranée? C'est une question qui pour le moins mérite d'être réfléchie avant d'être lancée* », a ajouté le Premier ministre.

<http://www.francesoir.fr/actualite/international/libye-deux-avions-francais-en-mission-humanitaire-77249.html>

La re-soumission de Sarkozy à l'OTAN américaine va coûter à une France déjà en faillite plus de 112 millions d'euros!

Le nouveau siège de l'Otan, qui sera construit en face de l'actuel à Bruxelles d'ici à 2015, coûtera plus de 110 millions d'euros à la France, soit un peu plus de 10% de son coût total.

Le secrétaire général de l'Otan a mentionné récemment que le projet global de construction devrait s'élever aux environs d'un milliard d'euros, le double du chiffre évoqué l'année dernière.

Interrogé, le ministère de la Défense a bien voulu nous communiquer les précisions suivantes sur la contribution de notre pays : " La France participe à hauteur de 11,7477% pour les parties communes(clé à partir de notre part relative dans les budgets de l'OTAN) et de 3,776% des parties privatives (parkings). Sur la durée du projet, notre participation s'élève à 110, 112 million d'euros" La France est le quatrième contributeur financier au sein de l'Alliance, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Alors que les responsables de l'Alliance atlantique et notamment le secrétaire général de l'Otan ne cesse de dénoncer la faiblesse des dépenses militaires en Europe, le choix de consacrer un milliard d'euros pour abriter la bureaucratie de l'Alliance mériterait au moins d'être discuté...Inutile, les veaux paieront!

<http://www.toutsaufsarkozy.com/cc/article04/EkAZAyyIVZTkdFhHne.shtml>

Russie

Bouclier antimissile: les plans américains en Pologne contredisent l'Acte Fondateur

Le développement du système américain de défense antimissile en Pologne contredit l'Acte Fondateur, signé par la Russie avec l'OTAN en 1997. « *Il y est fixé, en particulier, que l'OTAN devait se retenir de renforcer son infrastructure militaire à proximité des frontières russes* », a déclaré l'ambassadeur de Russie à l'OTAN Dmitri Rogozine, cité par Interfax.

C'est ainsi qu'il a commenté la déclaration de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton concernant les plans d'installer en Pologne à titre permanent une nouvelle unité de l'Armée de l'air des Etats-Unis et de construire une base de défense antimissile.

RIA Novosti,
4.03.2011

Moscou ne participe pas au projet de défense anti-missile de l'OTAN

De nouvelles négociations ont eu lieu entre la Russie et l'OTAN, notamment, lors de la réunion de Lisbonne, au sujet de la création du projet de défense anti-missile, sans aboutir, pour autant; à un résultat tangible, d'autant plus que les deux parties ne semblent pas être décidées à coopérer sur l'affaire. Quelques jours après la nouvelle année chrétienne, le Conseil de l'OTAN et la Russie ont procédé, à Bruxelles, à des consultations, avec l'objectif de former un bouclier anti-balistique

commun, pour protéger l'Europe devant des attaques éventuelles par missiles. Ces pourparlers ont été effectués, dans le but de trouver une issue à la mise à exécution des accords conclus, lors de la réunion OTAN/Russie, à Bruxelles, pour créer un système commun de défense balistique. Le chef adjoint de l'état-major général des Forces armées russes, Valeri Guerassimov, assumait la présidence de l'équipe de négociations russe. Il est vrai que les experts militaires estiment qu'étant donné la sensibilité de l'affaire, Moscou et Bruxelles ne peuvent pas parvenir, dans un court délai, à un résultat précis et commun. Certains sont d'avis qu'il existe, encore, l'éventualité de trouver des voies permettant une coopération étroite sur le bouclier anti-balistique. Il y a, pourtant, quelques raisons qui ont affaibli la possibilité d'un accord commun OTAN/Moscou, sur le déploiement d'un système anti-balistique commun. Primo, les deux parties divergent sur leur évaluation de la menace et de la source de la menace balistique pour l'Europe. Moscou ne considère pas l'Iran comme le principal danger balistique menaçant la sécurité de l'Europe; il y a même, en Russie, des personnes qui estiment qu'aucun danger n'existe de la part de l'Iran, pour le continent européen, alors que, pour l'OTAN, surtout, les Etats-Unis, l'Iran s'avère la première et principale menace balistique. Par ailleurs, il paraît difficile qu'un accord soit conclu entre les deux parties, sur les principes et la structure du système anti-missile européen. La Russie estime que tout système, (bouclier anti-balistique russe et celui de l'OTAN), doit être formé, selon des critères distincts, ce qui a été, d'ailleurs, évoqué, à maintes reprises, par le Président russe, Dmitri Medvedev, lors de la réunion de Lisbonne. Autrement dit, les Russes veulent que le bouclier anti-balistique de l'OTAN se déploie sur ses frontières et celui de la Russie, sur les frontières russes. Dans ce droit fil, le représentant de la Russie à l'OTAN, Dmitri Rogozine, a rappelé que l'OTAN a proposé, à Moscou, la création de deux structures de défense, européenne et russe, mais que la Russie a refusé l'idée de la formation d'un système de défense anti-balistique européen. Rogozine a annoncé, le mardi 8 mars, qu'un accord entre l'OTAN et Moscou ne verra le jour que si le système de défense balistique de l'OTAN n'affecte pas la puissance nucléaire russe. Il semble, donc, que l'affaire de la défense balistique s'avère le plus important sujet de différends entre la Russie, l'OTAN et les Etats-Unis. Les responsables russes ont, à maintes reprises, averti que, si les Etats-Unis et l'OTAN déploient leur système anti-balistique, près des frontières russes, Moscou aura certainement une réaction appropriée!

09/03/2011

<http://french.irib.ir>

Italie

Manlio Dinucci : Rome : au Sénat, soutien bipartisan aux missions militaires italiennes.

Tandis que le gouvernement central états-unien annonce que les raids OTAN/Isaf en Afghanistan sont montés à environ 34 mille interventions annuelles (plus du double de 2007), avec utilisation de plus de 5 mille bombes et missiles, le Sénat italien reconduit le financement de la mission militaire en Afghanistan, avec le projet de loi 2537 sur la « prorogation des interventions de coopération au développement et au soutien des processus de paix et de stabilisation, ainsi que des missions internationales des forces armées et de police ». Déjà passé à la Chambre, il a été approuvé hier par le Sénat avec 208 voix contre 9, ces dernières provenant toutes de l'IdV (Italie des Valeurs, parti d'opposition de l'ancien magistrat Antonio Di Pietro, NdT) Pour les six premiers mois de 2011 sont alloués 754,3 millions d'euros : plus d'un milliard et demi pour l'année. Cette somme, inscrite au budget du ministère des finances, s'ajoute à la dépense militaire, qui a atteint environ 25 milliards d'euros annuels.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19